

Levinson, Jerome et De Onis, Juan, *The Alliance That Lost Its Way; une étude critique de l'Alliance pour le Progrès; « A Twentieth Century Fund Study »*, 381 p., Chicago, Quadrangle Books, 1970.

Thomas C. Bruneau

Volume 2, Number 2, 1971

Relations internationales et marchés communs

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700107ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700107ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Bruneau, T. C. (1971). Review of [Levinson, Jerome et De Onis, Juan, *The Alliance That Lost Its Way; une étude critique de l'Alliance pour le Progrès; « A Twentieth Century Fund Study »*, 381 p., Chicago, Quadrangle Books, 1970.] *Études internationales*, 2(2), 331–333. <https://doi.org/10.7202/700107ar>

Moyen-Orient, c'est-à-dire à la fois une vue d'ensemble complète des conditions actuelles et des événements historiques antérieurs dans une perspective marxiste. Il se compose de deux essais déjà publiés, le premier par un économiste égyptien, Ahmed El Kodsy, et qui a pour titre : *Nationalisme et lutte de classes dans le monde arabe*, et le second par un économiste israélien qui vit en France, Élie Lobel, et intitulé : *La Palestine et les Juifs*. Au simple lecteur, les deux articles sembleront traiter de sujets différents, mais une lecture attentive du livre révélera que ces articles se complètent l'un l'autre.

El Kodsy traite de la question palestinienne dans le vaste contexte de développement du nationalisme arabe, du dynamisme de la lutte des classes dans les pays arabes et de l'opposition à l'impérialisme au Moyen-Orient. Avec concision, il résume le développement effectué en un millénaire, présente une analyse socio-économique du monde arabe, les caractéristiques économiques qui composent la toile de fond de la lutte des classes à l'heure actuelle ainsi que le processus d'intégration par l'impérialisme de cette région au système capitaliste mondial.

L'une de ses principales conclusions est que la guerre de 1967 a mis un terme au *statu quo* des vingt dernières années. Elle a démontré l'impuissance des régimes bourgeois et petits bourgeois et a déchaîné dans cette région une force nouvelle, c'est-à-dire le mouvement de résistance palestinienne. Elle a ainsi inauguré l'ère de la lutte commune des nations contre l'impérialisme et le sionisme, lutte qui fatalement adoptera l'idéologie prolétarienne.

Élie Lobel, par contre, traite du développement historique de la colonisation sioniste en Palestine depuis 1870 environ, des différentes écoles de pensée en Israël quant à l'avenir des territoires occupés et des étroites relations entre Israël le monde impérialiste occidental. Il diffère de l'opinion qui fait d'Israël un pays combatif, colonialiste et expansionniste, conséquence naturelle du sionisme et de ses aspirations.

Par conséquent, il importe de démythifier le sionisme et Israël qui n'apportent que d'illusoires solutions au problème juif. En fin de compte, il préconise une lutte commune, Juifs et Arabes, à l'impérialisme pour aboutir à la création d'une Palestine révolutionnaire composée d'une majorité arabe ou juive, premier

jalon vers une Fédération socialiste du Moyen-Orient.

Ces deux auteurs estiment que la guerre de 1967 fut un tournant de l'histoire de cette région. Tous deux appuient le mouvement de résistance palestinienne, seule façon d'acquérir le droit à la libre disposition nationale. Lobel a établi clairement que toute solution devrait au préalable reconnaître réciproquement le droit des nations juive et palestinienne à disposer d'elles-mêmes (p. 136). El Kodsy cependant n'a pas abordé cette question. Il est regrettable qu'il n'ait pas envisagé le problème du nationalisme juif et israélien. Le lecteur n'entrevoit pas non plus très clairement le genre d'État que créera la lutte palestinienne et la situation de la communauté juive au sein de cet État. El Kodsy a également évité de discuter longuement du mouvement de résistance palestinienne, de ses possibilités, de ses problèmes et de ses perspectives.

Malgré tout, ces deux articles sont excellents et enrichissants pour tout étudiant préoccupé par la société et la politique du Moyen-Orient.

Ali DESSOUKI,

Université McGill,  
Montréal.

LEVINSON, Jerome et De ONIS, Juan, *The Alliance That Lost Its Way*; une étude critique de l'Alliance pour le Progrès; « A Twentieth Century Fund Study », 381p., Chicago, Quadrangle Books, 1970.

Dans aucune autre partie du monde non communiste, l'interprétation marxiste de la politique n'est-elle probablement plus populaire qu'en Amérique latine. Deux chefs d'État de cette région s'avouent ouvertement marxistes et, vraisemblablement, plus de la moitié des étudiants universitaires le sont. Même la plupart des chercheurs en science sociale plus compétents ont adopté des variantes de cette idéologie. Un éminent correspondant sud-américain pour le *New York Times* et un représentant officiel de la USAID qui séjourna presque une dizaine d'années en Amérique latine écrivirent *The Alliance That Lost Its Way*.

Au point de vue idéologique, on les définirait sans doute mieux comme des démocrates progressifs, mais leur livre appuie largement l'interprétation marxiste des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. Voilà pourquoi ce livre constitue une critique subversive de l'Alliance car, en principe, les auteurs sont partisans d'un changement progressif dans cette partie du monde ; cependant, ils en arrivent à la conclusion que les États-Unis n'ont guère contribué au développement de ces pays, mais plutôt à l'expansion du commerce américain.

L'Alliance fut inaugurée le 13 mars 1961 par le président Kennedy, date à laquelle il annonça la création « d'une vaste entreprise de collaboration, d'une grandeur et d'un idéal sans précédent, dans le but de combler les besoins essentiels de la population américaine dans les domaines de l'habitation, du travail, de la terre, de la santé et de l'éducation... plan qui fera des années soixante une période historique de progrès démocratique ». Au mois d'août, à Punta del Este, en Uruguay, les États-Unis s'engagèrent à accorder une aide financière de 20 milliards de dollars pendant une dizaine d'années afin d'exécuter le programme en dix points défini par le président Kennedy, en vue d'un changement progressif. Comme les auteurs le soulignent, l'Alliance réoriente essentiellement la politique américaine en Amérique latine.

Ils ont cependant constaté que l'Alliance n'était pas une modification des objectifs traditionnels des États-Unis dans le domaine de la stabilisation politique et économique, à laquelle j'ajouterais des intérêts de sécurité, mais plutôt une tentative d'adapter des objectifs à une situation différente, comme l'a montré le fiasco de Nixon en 1958 et la crise de Cuba en 1959. Le début du XIX<sup>e</sup> siècle fut l'époque de la doctrine Monroe ; la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle connurent la période du *Big Stick and Dollar Diplomacy*. Les années trente furent la période du *Good Neighbour* ; les années soixante veulent être celles de « l'Alliance pour le Progrès ». Comme par le passé, les buts principaux furent la sécurité et l'expansion économique, les différents changements touchant les objectifs d'importance secondaire et les moyens utilisés. De nos jours, ces objectifs demeurent, mais sont présentés de façon plus attrayante. Le programme sud-américain de la « nouvelle frontière » devait apporter un changement progressif dans tous les aspects de ces

sociétés et profitable aux deux parties de l'hémisphère.

Très vite, cependant, il fut évident que l'Alliance n'était qu'une simple façade camouflant la même politique d'autrefois. Un mois après la signature de l'Alliance par le président Kennedy, le Conseil national de Sécurité (CIA) déclencha une guerre d'invasion à Cuba. Avant d'être assassiné à la fin de 1963, Kennedy avait appuyé l'annulation des élections au Guatemala afin d'empêcher l'élection assurée d'un communiste éventuel et il ne s'était pas opposé au renversement de Juan Bosch, de la République dominicaine, qui favorisait en quelque sorte le communisme. À ce point de vue, il était évident qu'on n'avait pas tenu compte des politiques de l'Alliance et que l'invasion américaine de 1965 de la République dominicaine par 30,000 fusilliers marins n'était qu'une suite logique.

Alors que la question de sécurité se manifestait primordiale, les objectifs commerciaux apparaissaient moins clairement, mais les auteurs ont accompli un excellent travail et les ont mis en évidence. Ils soulignent que les pays d'Amérique latine avaient 14 milliards de dollars de dettes et les premières années de l'Alliance furent consacrées principalement aux paiements de ces dettes. Naturellement, ces paiements ont assuré une stabilité propice aux investissements privés, lesquels ont augmenté considérablement depuis 1964. Malgré l'augmentation des investissements, ils soutiennent, documents à l'appui, que l'écoulement des capitaux n'a vraiment pas augmenté et que la région devient de plus en plus pauvre. J'aimerais souligner ici que les auteurs n'utilisent pas le terme *impérialisme* et qu'ils se basent sur des données publiées par les Nations Unies et le ministère du Commerce des États-Unis ; mais il ressort clairement que, pendant que l'Amérique latine s'appauvrit, le chiffre d'affaires du commerce américain dans la région prospère. Quant aux mises de fonds de l'Alliance elle-même, les auteurs remarquent que le montant des sommes investies est beaucoup moins élevé qu'on pense et que la plupart de ces investissements subissent des contraintes telles que les achats doivent s'effectuer principalement aux États-Unis et que la marchandise doit être expédiée, en grande partie, par la marine marchande américaine.

Compte tenu des points soulevés ci-haut, on comprend pourquoi les objectifs économi-

ques, sociaux et politiques de l'Alliance n'ont pas été atteints. Les auteurs choisissent plusieurs de ces objectifs, tels l'éducation, la réforme agraire, l'habitation, etc., et démontrent même la détérioration de la situation depuis 1961. De plus, dans la mesure où l'Alliance a survécu, elle a peu à peu délaissé les objectifs sociaux et économiques, causes d'instabilité, pour se concentrer exclusivement sur l'économie. Ainsi la dictature militaire de répression au Brésil a reçu beaucoup plus d'aide que n'importe quel autre pays, y compris les démocraties de caractère plus lucide, notamment le Chili. Comme les auteurs en discutent, de différentes manières et à divers endroits, la stabilité de courte durée que le gouvernement américain recherche désespérément peut aboutir à un résultat contraire et exciter les multiples forces révolutionnaires déjà existantes dans la région. D'après leur étude et discussion du Rapport Rockefeller, ainsi que des politiques du président Nixon, il semble que seule la stabilité de courte durée soit envisagée.

*The Alliance That Lost Its Way* offre une analyse éclairée et sérieuse de la politique américaine en Amérique latine au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Non seulement se concentre-t-elle sur l'Alliance elle-même mais elle étudie aussi des programmes spécifiques et des pays particuliers. Les auteurs fondent leur discussion sur des entrevues importantes avec des hommes politiques de premier plan, mais ils pourraient rendre service au lecteur en fournissant une bibliographie sur ces sujets. Ce livre s'adresse surtout au débutant qui désire faire une étude de l'Amérique latine, mais même pour le spécialiste, il offre des renseignements qu'on ne peut se procurer facilement ailleurs. Et surtout il entretient les vues des pessimistes quant à l'avenir de l'Amérique latine et laisse peu d'espoir à ceux qui désirent voir du changement sans avoir recours à la violence.

Thomas C. BRUNEAU

*Science politique,  
Université McGill.*